

**FEDERATION FRANCAISE DE KARATE
ET DISCIPLINES ASSOCIEES**

Porte d'Orléans – 39 rue Barbès – 92120 MONTRouGE

REGLEMENT INTERIEUR

SOMMAIRE

PREAMBULE

TITRE 1 : ORGANES CENTRAUX DE LA FEDERATION

- Chapitre 1 : l'assemblée générale
- Chapitre 2 : le comité directeur
- Chapitre 3 : le bureau directeur
- Chapitre 4 : le président de la fédération
- Chapitre 5 : les commissions fédérales
- Chapitre 6 : dispositions diverses

TITRE 2 : ORGANISMES REGIONAUX ET DEPARTEMENTAUX DE LA FEDERATION

- Chapitre 1 : rôle et statuts des organismes régionaux et départementaux
- Chapitre 2 : ressources et moyens de fonctionnement

TITRE 3 : LES ASSOCIATIONS AFFILIEES

TITRE 4 : LICENCE FEDERALE

- Chapitre 1 : délivrance de la licence
- Chapitre 2 : droits du licenciés
- Chapitre 3 : devoirs du licencié

PREAMBULE

La fédération française de karaté et disciplines associées a pour objet d'organiser, de contrôler et de développer la pratique du karaté, des arts martiaux vietnamiens et des disciplines associées.

Chaque discipline est constituée d'une pluralité de styles, à savoir :

- Karaté Do : Shotokan ; Wado Ryu ; Shito Ryu ; Gojo Ryu ; Shotokaï ; Shukokaï ; Uechi Ryu ; Kyokushinkaï ; Shorinji Ryu ; Karaté contact ; Kempo ;
- Karaté Jutsu : karaté défense ; Goshin Bushido ; Taï Kyoku Ken ; Kikô ; Kaïsendo ; Nanbudo ; Taï Jitsu ; Nihon Taï Jitsu ; kobudo ; Wadokan ; Shorinji kempo ; Taï Do ; Toreikan Budo ; Nunchaku ; Tokitsu Ryu ; Genbudo ; Shintaï Budo ; Shidokan ;
- Vovinam-Vietvodao ;
- Arts martiaux vietnamiens traditionnels : Bach Ho ; Chuong Quan Ki Do ; Cuu ; Long vo dao ; Lam Son ; Minh Long ; Tay Son ; Yi King Do ;
- Disciplines associées : arts martiaux du sud est asiatique ; Yoseikan Budo ; krav maga ; Bâtons self défense ; Pencak Silat.

<p>TITRE I</p> <p>ORGANES CENTRAUX DE LA FEDERATION</p>

CHAPITRE I

L'ASSEMBLEE GENERALE

Article 111 - Composition de l'assemblée générale

I - L'assemblée générale se compose des représentants des associations affiliées à la fédération à raison d'un ou deux représentant(s) par organisme régional (appelé « représentant régional ») et d'un ou deux représentant(s) par organisme départemental (appelé « représentant départemental »).

Les représentants sont élus, au scrutin uninominal majoritaire à 1 tour, par les assemblées générales des organismes régionaux et départementaux. A la candidature du représentant doit être jointe celle de son suppléant. Les candidats au poste de représentant et leurs suppléants doivent être titulaires de 3 licences FFKDA consécutives dont celle de la saison sportive en cours. Pour exercer leur droit de vote lors de l'assemblée générale de la fédération, les représentants et leurs suppléants doivent être titulaires de la licence FFKDA pour la saison en cours.

Le nombre de représentant(s) par organisme régional est déterminé, en respectant le barème suivant, établi en fonction du nombre de licences délivrées dans le ressort de l'organisme régional :

Nombre de licences	De 1 à 5999	6000 et plus
Représentants régionaux	1 représentant	2 représentants

Le nombre de représentants par organisme départemental est déterminé, en respectant le barème suivant, établi en fonction du nombre de licences délivrées dans le ressort de l'organisme départemental

Nombre de licences	De 1 à 2999	3000 et plus
Représentants départementaux	1 représentant	2 représentants

II - Les représentants régionaux et départementaux et leurs suppléants sont élus pour une durée de quatre ans et sont rééligibles. Leur mandat expire de plein droit au plus tard le 31 décembre suivant les derniers jeux olympiques d'été

III - L'assemblée générale de l'organisme régional ou départemental peut mettre fin au mandat de son représentant et de son suppléant avant son terme normal par un vote intervenant dans les conditions ci-après :

- 1) L'assemblée générale doit avoir été convoquée à cet effet à la demande du tiers de ses membres représentant le tiers des voix ;
- 2) Les deux tiers des membres de l'assemblée générale doivent être présents ou représentés ;
- 3) La révocation du représentant ou suppléant doit être décidée à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Le vote adoptant cette révocation entraîne cessation des fonctions du représentant et de son suppléant. Il est suivi, dans la même séance, de l'élection d'un nouveau représentant et de son suppléant. Le représentant et son suppléant sont élus dans les mêmes conditions que leurs prédécesseurs pour la durée du mandat restant à courir.

IV - Si le nombre de représentants que doit élire l'assemblée générale de l'organisme régional ou départemental venait à croître suite à l'augmentation du nombre de licences délivrées au sein de cet organisme, il est procédé à des élections complémentaires lors de la plus prochaine assemblée générale. Les représentants et leurs suppléants sont alors élus pour la durée du mandat restant à courir.

V - Si le nombre de membres que doit élire l'assemblée générale de l'organisme régional ou départemental venait à diminuer suite à la baisse du nombre de licences délivrées au sein de cet organisme, il est procédé, lors de la plus prochaine assemblée générale, à des élections ayant pour objet de désigner l'ensemble des représentants de l'organisme régional ou départemental. Les représentants et leurs suppléants sont alors élus pour la durée du mandat restant à courir.

VI – La démission du représentant entraîne automatiquement celle de son suppléant. Dans ce cas il doit être fait un appel à candidature afin d'élire lors de la plus proche assemblée générale le nouveau représentant et son suppléant, dans les mêmes conditions que leurs prédécesseurs et pour la durée du mandat restant à courir.

VII – La démission du suppléant nécessite l'élection d'un autre suppléant lors de la plus proche assemblée générale dans les mêmes conditions que son prédécesseur et pour la durée du mandat restant à courir.

Article 112 - Fonctionnement de l'assemblée générale

I - Les représentants régionaux disposent d'un nombre de voix correspondant au $\frac{2}{5}$ ^{ème} du nombre de licences délivrées au cours de la saison sportive précédente dans chacun des organismes départementaux du ressort géographique de l'organisme régional. Les voix sont réparties de manière égale entre les représentants régionaux issus d'un même organisme régional. Le nombre de voix attribué aux représentants régionaux est arrondi au chiffre supérieur lorsque la décimale est supérieure ou égale à 5 et au chiffre inférieur dans le cas inverse.

Les représentants départementaux disposent d'un nombre de voix correspondant au $\frac{3}{5}$ ^{ème} du nombre de licences délivrées au cours de la saison sportive précédente dans le ressort géographique de l'organisme départemental. Les voix sont réparties de manière égale entre les représentants départementaux issus d'un même organisme départemental. Le nombre de voix attribué aux représentants départementaux est arrondi au chiffre supérieur lorsque la décimale est supérieure ou égale à 5 et au chiffre inférieur dans le cas inverse.

Dans le cas où, au sein d'un ressort géographique, il n'existe pas d'organisme régional constitué conformément à l'article 5 des statuts de la FFKDA ou dans le cas des organismes régionaux monodépartementaux, les représentants départementaux disposent d'un nombre de voix correspondant à la totalité du nombre de licences délivrées au cours de la saison sportive précédente dans le ressort géographique de l'organisme départemental dont ils représentent les associations affiliées.

Dans le cas où, au sein d'un ressort géographique, il n'existe pas d'organisme départemental constitué conformément à l'article 5 des statuts de la FFKDA, les voix correspondant au nombre de licences délivrées au sein de ce ressort géographique sont portées par les représentants régionaux concernés.

Un représentant titulaire qui ne pourrait assister à une assemblée générale est remplacé par son suppléant.

Dans le cas où ni le représentant titulaire ni son suppléant ne sont présents, il y a perte du nombre de voix leur étant normalement attribuées.

II - Le vote par procuration ou par correspondance n'est pas admis. Toutefois, en cas d'empêchement majeur, les représentants des DOM-TOM pourront donner pouvoir à un membre de l'assemblée générale ayant voix délibérative. Chaque membre désigné ne pourra détenir qu'une seule procuration

Article 113 - Rôle de l'assemblée générale

L'assemblée générale ordinaire annuelle définit, oriente et contrôle la politique générale de la fédération.

Le président présente le rapport sur la situation morale de la fédération.

Le secrétaire général présente le rapport sur la gestion du comité directeur (rapport d'activités).

Le trésorier général présente le rapport sur la situation financière de la fédération et le bilan.

L'assemblée générale entend le rapport du commissaire aux comptes.

L'assemblée générale approuve les comptes de l'exercice clos et vote le budget. Elle donne quitus de leur gestion au trésorier et aux membres du comité directeur.

Elle fixe le montant des licences, des passeports sportifs et des cotisations dues à la fédération par les associations affiliées.

Sur proposition du comité directeur, elle adopte le règlement financier, le règlement intérieur, le règlement disciplinaire et le règlement disciplinaire particulier en matière de lutte contre le dopage.

L'assemblée générale est seule compétente pour se prononcer sur les acquisitions, les échanges et les aliénations de biens immobiliers, sur la constitution d'hypothèques et sur les baux de plus de neuf ans. Elle décide seule des emprunts excédant la gestion courante.

L'assemblée générale sur proposition du comité directeur désigne le commissaire aux comptes pour son mandat de droit commun

CHAPITRE II LE COMITE DIRECTEUR

Article 121 - Conditions d'éligibilité aux postes du comité directeur

Les candidats au comité directeur doivent être en possession de 3 licences FFKDA consécutives dont celle de la saison sportive en cours.

Article 122 - Modalités de candidature

Pour les élections fédérales les candidatures doivent être envoyées ou remises au siège de la fédération 20 jours francs avant le jour fixé pour ces élections ; passé ce délai aucune inscription ni aucune modification ne sera recevable.

Le dépôt des candidatures se fera soit par remise d'une lettre contre récépissé, soit par lettre recommandée avec avis de réception envoyée au siège de la Fédération.

Toute candidature devra comprendre :

- 1) Une lettre personnelle de candidature datée et signée ;
- 2) Un formulaire de candidature, conforme au formulaire type de la FFKDA et dûment renseigné ;
- 3) Un projet sportif pour l'ensemble de la fédération et la durée du mandat du comité directeur ; la rédaction de ce projet sportif ne devra pas dépasser 2 feuilles recto verso de format A4 (21 cm x 29,7 cm).

La non production d'une quelconque de ces pièces, leur envoi après la clôture des candidatures ou des renseignements donnés manifestement erronés entraîneront le rejet de la candidature.

Une copie du formulaire de candidature et du projet sportif de chaque candidat sera envoyée à l'ensemble des électeurs.

Article 123 - Convocation du comité directeur

Le président de la fédération ou, en cas d'empêchement, le secrétaire général, adresse la convocation, l'ordre du jour ainsi que tout document utile à l'information des membres du comité directeur au moins 15 jours avant la date de la réunion.

Article 124 - Ordre du jour du comité directeur

L'ordre du jour est établi par le bureau fédéral. Il peut faire l'objet de modifications sous réserve que celles-ci soient communiquées aux membres du comité directeur au moins 5 jours avant la date de réunion.

Tout membre du comité directeur peut demander par écrit l'inscription d'un point non prévu à l'ordre du jour. Cette demande écrite doit parvenir au président de la fédération au moins 10 jours avant la tenue du comité directeur afin d'être communiquée aux membres.

Le président, à son initiative ou sur demande d'un membre du comité directeur, peut demander de façon exceptionnelle et motivée par l'urgence, l'inscription d'une question à l'ordre du jour sans respecter les délais sus énoncés. Le comité directeur se prononce sur cette demande à la majorité absolue des membres présents.

Article 125 - Fonctionnement du comité directeur

Le comité directeur est présidé par le président de la fédération ou en cas d'empêchement par le secrétaire général. A défaut, le président désignera un membre du bureau fédéral pour le remplacer. Si aucune désignation n'a eu lieu, le membre le plus âgé présidera le comité directeur.

Le directeur technique national participe avec voix consultative aux travaux du comité directeur.

Le président peut inviter toute personne dont la compétence peut être utile aux travaux du comité directeur.

Les votes par procuration ou par correspondance ne sont pas admis.

Article 126 - Fin de mandat

Le mandat du comité directeur prend fin dès l'élection du nouveau comité directeur.

Tout membre du comité directeur qui aura, sans excuse, été absent à plus de trois séances consécutives sera considéré comme démissionnaire.

CHAPITRE III LE BUREAU FEDERAL

Article 131 - Composition

Le bureau fédéral comprend les 9 membres suivants :

- un président ;
- un secrétaire général ;
- un trésorier général ;
- un secrétaire général adjoint ;
- un trésorier général adjoint ;
- 3 vice-présidents ;
- un délégué chargé de mission auprès du président.

Article 132 - Election

Après l'élection du président, le comité directeur élit en son sein un bureau appelé bureau fédéral.

Les postes des membres du bureau sont pourvus dans l'ordre suivant : secrétaire général, trésorier général, vice-présidents, secrétaire général adjoint et trésorier général adjoint.

Pour chaque poste à pourvoir le candidat est élu, pour la durée d'une olympiade, au scrutin secret et à la majorité absolue. Si après 2 tours de scrutin aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un 3^e tour de scrutin et la désignation a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Article 133 - Fonctionnement

Le bureau fédéral se réunit au moins 5 fois par an sur convocation du président. La convocation du bureau fédéral est obligatoire lorsqu'elle est demandée par au moins 3 de ses membres.

Le bureau fédéral ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres est présent. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Le directeur technique national participe avec voix consultative aux travaux du bureau fédéral.

Le président peut inviter toute personne dont la compétence peut être utile aux travaux du bureau fédéral.

Article 134 - Cessation de fonctions

Le mandat du bureau fédéral prend fin avec celui du comité directeur.

A l'exception du mandat du président de la fédération, le mandat des membres du bureau fédéral peut également prendre fin par démission ou révocation.

Cette révocation ne peut être décidée que par décision du comité directeur prise à la majorité absolue des membres présents, sur proposition du président de la fédération.

La révocation doit être inscrite à l'ordre du jour de la convocation du comité directeur. Un nouveau membre du bureau fédéral est alors élu dans les mêmes conditions que son prédécesseur pour la durée du mandat restant à courir.

En cas de cessation anticipée du mandat de président de la FFKDA, celle-ci ne met pas fin au mandat des membres du bureau fédéral. Jusqu'à l'élection du nouveau président, le bureau fédéral, présidé par le secrétaire général, sera chargé de gérer les affaires courantes et de convoquer dans les trois mois une assemblée générale électorale ayant pour objet d'élire le nouveau président.

CHAPITRE IV

LE PRESIDENT DE LA FEDERATION

Article 141 - Election

Le comité directeur désigne en son sein un candidat au poste de président de la fédération. Cette désignation se fait lors d'une séance de vote sous la direction du membre le plus âgé du comité directeur qui n'est pas candidat.

Le candidat est désigné au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages valablement exprimés. Si après 2 tours de scrutin aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un 3^e tour de scrutin et la désignation a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est proposé comme candidat à l'assemblée générale.

Le candidat proposé par le comité directeur est élu par l'assemblée générale au scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages valablement exprimés.

Article 142 - Délégation de pouvoirs

Le président pourra déléguer certaines de ses attributions aux membres du comité directeur de la fédération, des comités directeurs des organismes nationaux constitués conformément à l'article 4 des statuts et aux agents rétribués de la fédération. Ces délégations, accordées par le président sur avis conforme du bureau fédéral, doivent être écrites et précises. A tout moment et sans requérir l'avis du bureau fédéral le président peut retirer une délégation. Le président doit avertir le comité directeur dans sa plus prochaine réunion de toute modification relative à l'octroi ou au retrait des délégations de pouvoirs.

Article 143 - Révocation

L'assemblée générale peut mettre fin au mandat du président avant son terme normal par un vote intervenant dans les conditions ci-après :

- 1) L'assemblée générale doit avoir été convoquée à cet effet à la demande du tiers de ses membres représentant le tiers des voix ;
- 2) Les deux tiers des membres de l'assemblée générale doivent être présents ou représentés ;
- 3) La révocation du président doit être décidée à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Le vote adoptant cette révocation entraîne cessation des fonctions du président. Il est suivi, dans la même séance, de l'élection d'un nouveau président dans les conditions fixées par les statuts de la fédération et le présent règlement intérieur.

CHAPITRE V LES COMMISSIONS FEDERALES

Article 151 - Composition

Les commissions instituées par le comité directeur comprennent au plus 7 membres. Le comité directeur désignera un responsable, qui représentera sa commission en tant que de besoin lors des comités directeurs fédéraux.

Le responsable de chaque commission peut, selon les besoins, s'entourer de toutes personnes ayant les compétences requises.

Article 152 - Compte rendu d'activités

Les responsables des commissions rendent compte de leur activité devant le Comité directeur de la FFKDA.

Il est tenu procès-verbal des délibérations des commissions. Ces commissions ne disposent pas de pouvoir de décision. Toutes les propositions des commissions devront être soumises à l'approbation du Comité directeur.

CHAPITRE VI DISPOSITIONS DIVERSES

Article 161 – Convocations

Les convocations aux assemblées générales fédérales, ainsi que les convocations aux réunions du comité directeur fédéral et du bureau directeur fédéral peuvent se faire par tous moyens et notamment par voie postale, voie électronique, etc...

TITRE II ORGANISMES REGIONAUX ET DEPARTEMENTAUX DE LA FEDERATION

Chapitre I Rôle et Statuts des organismes régionaux et départementaux

Article 211 - Rôle des organismes régionaux et départementaux

Les organismes régionaux et départementaux de la FFKDA exercent les pouvoirs qui leurs sont délégués par la fédération, veillent au respect des lois et règlements ainsi qu'à celui de la réglementation et des décisions fédérales. Ils contribuent à la mise en œuvre de la politique sportive définie par la FFKDA.

Les organismes régionaux et départementaux de la FFKDA sont chargés de représenter la fédération auprès des collectivités locales, des organes déconcentrés des ministères et du mouvement sportif (CROS, CDOS...).

Article 212 - Statut des organismes régionaux et départementaux

Les organismes régionaux et départementaux (« ligues et comités départementaux ») ayant un ressort géographique dont la liste figure en annexe 1 du présent règlement intérieur sont constitués, conformément à l'article 5 des statuts de la FFKDA, sous forme d'associations déclarées de la loi de 1901 ou inscrites selon la loi locale dans les départements, du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

Ils rassemblent les groupements sportifs visés au titre 3 du présent règlement intérieur et dont le siège social se trouve, sauf dérogation, dans le ressort géographique de l'organisme régional ou départemental concerné.

Ils doivent adopter des statuts et un règlement intérieur compatibles avec les modèles de textes élaborés par la FFKDA et avec les statuts et le règlement intérieur de la FFKDA.

Toute modification apportée aux statuts ou au règlement intérieur de l'organisme régional ou départemental doit être approuvée par le comité directeur de la FFKDA.

Article 213 - Retrait d'attributions

Les organismes régionaux et départementaux peuvent se voir retirer toutes ou partie de leurs attributions par décision du comité directeur de la FFKDA.

Cette mesure ne peut intervenir qu'après que le président de l'organisme concerné ait été appelé à fournir ses observations, par voie de lettre avec accusé de réception au moins 15 jours avant la tenue du comité directeur devant statuer sur la mesure envisagée.

Cette décision motivée est notifiée aux membres du comité directeur de l'organisme régional ou départemental. La décision du comité directeur de la FFKDA est soumise pour ratification à l'assemblée générale de la fédération lors de sa prochaine réunion.

Chapitre II

Ressources et moyens de fonctionnement

Article 221 - conventions d'objectifs

Chaque organisme régional conclu annuellement avec la fédération une convention d'objectifs ayant pour objet de coordonner son action sportive, administrative et financière.

Article 222 - Cotisations dues par les associations

Les assemblées générales des organismes régionaux et départementaux sont seules compétentes pour fixer le montant des cotisations leurs étant dues par les associations affiliées à la FFKDA. Ces cotisations sont distinctes de la cotisation due à la FFKDA par les associations affiliées. La cotisation étant annuelle, toute association cessant ses activités au sein de l'organisme régional ou départemental en cours de saison doit le montant de sa cotisation pour la totalité de la saison sportive en cours.

Les licences sont délivrées aux membres des seules associations affiliées qui sont à jour de leurs paiements tant auprès de la F.F.K.D.A. que de ses organismes régionaux et départementaux.

Article 223 - Cadres techniques régionaux et départementaux

Le directeur technique national nomme le directeur technique de ligue après appel à candidatures. Cet appel à candidatures est réalisé par le président de la ligue qui propose ensuite les candidatures au directeur technique national. Cette proposition argumentée sera, autant que possible, plurielle et hiérarchisée.

Le directeur technique de ligue propose au directeur technique national les nominations de l'entraîneur régional ainsi que celles du responsable de l'école des cadres et du responsable de l'arbitrage. Cette proposition est faite après consultation du président de ligue et par son intermédiaire. Le directeur technique national nomme, après avis du responsable national du groupe de pilotage concerné, le responsable de l'école des cadres, de l'arbitrage et l'entraîneur régional.

Le responsable des grades est nommé par la CSDGE conformément à la réglementation en vigueur.

Le président du comité départemental propose au directeur technique national la nomination d'un directeur technique départemental. Cette proposition est réalisée après appel à candidatures et avis circonstancié du directeur technique de ligue

concerné. Le directeur technique national procède à la nomination du directeur technique départemental.

En accord avec le responsable régional de l'arbitrage, le directeur technique départemental nomme le responsable départemental de l'arbitrage.

Le responsable des grades est nommé par la CSDGE conformément à la réglementation en vigueur.

Les membres de l'ETR et de l'ETD ne peuvent exercer aucun mandat électif tant qu'ils exercent leur fonction.

Les membres de l'ETR et de l'ETD ne peuvent occuper qu'une seule fonction au sein de chacune de celles-ci.

Article 224 - Structures interrégionales

Sur décision de l'assemblée générale de la FFKDA, des inter-régions regroupant plusieurs ligues de la FFKDA, peuvent être créées. Les inter-régions peuvent constituer un échelon de compétition supérieur aux échelons départementaux et régionaux et inférieurs à l'échelon national. Ces inter-régions permettent en outre de mettre en commun des moyens et des compétences notamment techniques.

Ces organismes, n'ayant pas de personnalité morale, sont dirigés par un comité de direction constitué par les présidents des organismes régionaux (les présidents d'organismes départementaux en Ile de France) ayant leur siège social dans le ressort géographique de l'inter-région. La composition exacte de ce comité de direction ainsi que les modalités de fonctionnement de cet organisme sont précisées au sein d'un règlement intérieur approuvé par le comité directeur de la fédération.

Article 225 - Equipes techniques interrégionales

Les responsables des équipes techniques interrégionales sont nommés par le directeur technique national après avis du bureau fédéral et du comité de direction de l'inter-région.

Les membres des équipes techniques interrégionales à l'exception du responsable des grades, sont nommés par le directeur technique national sur proposition du responsable du groupe de pilotage concerné et après avis du comité de direction de l'inter-région.

Conformément à la réglementation en vigueur, c'est la CSDGE qui procède à la nomination du responsable des grades.

TITRE III LES ASSOCIATIONS AFFILIEES

Article 311 - Demande d'affiliation

Les demandes d'affiliation sont déposées auprès des organismes départementaux de la FFKDA à l'aide d'un dossier type élaboré par la fédération. Après avis, l'organisme départemental transmet la demande d'affiliation à l'organisme régional dont il dépend. L'organisme régional, après avis, transmet alors la demande d'affiliation à la fédération qui statue définitivement.

A défaut de réponse de la fédération à la demande d'affiliation dans un délai de 30 jours, la demande peut être renouvelée directement auprès de la fédération. Le délai de 30 jours court à compter de la transmission de la demande à l'organisme départemental concerné.

D'autre part, par dérogation aux dispositions énoncées ci-dessus, le bureau directeur peut décider d'affilier directement une association. Dans ce cas les présidents de la ligue et du département concernés seront tenus informés de cette initiative.

Sauf dérogation exceptionnelle accordée par le bureau fédéral :

- L'association est rattachée aux organismes régionaux et départementaux dans le ressort desquels elle a fixé son siège social ;
- le siège social et le lieu principal d'activité de l'association doivent être situés dans le même département.

Le dossier d'affiliation devra comprendre :

- a) une demande d'affiliation signée par le Président de l'association (document type de la FFKDA) ;
- b) un récépissé de la déclaration de l'association à la Préfecture de son siège, accompagné d'une photocopie de la publication au Journal officiel (ou un récépissé de déclaration initiale au registre des associations du tribunal d'instance pour les associations ayant leur siège dans les départements du Bas Rhin, du Haut Rhin et de la Moselle) ;
- c) La liste des membres de l'organe chargé de la direction de l'association. Cet organe doit être composé au minimum de 3 personnes chargées respectivement des fonctions de président, de trésorier et de secrétaire général. La licence est obligatoire pour l'ensemble des dirigeants de l'association affiliée ;

d) les statuts et le règlement de l'association, compatibles aux statuts et règlements de la Fédération et, le cas échéant, de ses organismes nationaux ;

e) le nom du ou des enseignants et tous renseignements le (les) concernant, en particulier les références de son diplôme. Les enseignants ne peuvent être membres de l'organe de direction de l'association. Toutefois, ils peuvent participer avec voix consultative aux séances de l'organe de direction, sauf pour la partie qui concerne la responsabilité de l'association en tant qu'employeur.

Toutes les modifications apportées aux renseignements donnés ci-dessus doivent être transmises à la Fédération, à l'organisme régional et à l'organisme départemental dans les trois mois qui suivent leur adoption.

Toute association qui change de nom, de siège social ou qui fusionne avec une autre doit en aviser immédiatement la Fédération ainsi que l'organisme régional et l'organisme départemental dont elle dépend.

Doivent être transmis à la fédération ainsi qu'aux organismes régionaux et départementaux, le procès verbal de l'assemblée générale ayant statué sur les modifications, ainsi que le récépissé de déclaration des modifications en préfecture.

Article 312 - encadrement du karaté, des arts martiaux vietnamiens et des disciplines associées

L'association affiliée doit disposer au minimum d'un enseignant titulaire :

- de l'un des diplômes d'enseignant délivrés par la FFKDA ;
- d'un diplôme admis en équivalence aux diplômes délivrés par la FFKDA. L'admission en équivalence est prononcée par la direction technique nationale ;
- d'un diplôme, d'un titre ou d'une certification permettant l'enseignement du karaté, des arts martiaux vietnamiens et des disciplines associées contre rémunération conformément à l'article L. 363-1 du code de l'éducation.

Une dérogation peut être accordée par le président de l'organisme régional (ou par le président de l'organisme départemental en Ile de France) aux associations dont aucun enseignant n'est titulaire d'un des diplômes d'enseignement délivré par la FFKDA. Dans ce cas, un enseignant de l'association devra être inscrit au sein de l'école des cadres concernée afin d'obtenir l'un des diplômes délivrés par la FFKDA. Cette dérogation, qui ne concerne que les enseignants bénévoles, est valable jusqu'à l'issue de la saison sportive pendant laquelle elle est accordée. Elle ne peut être renouvelée qu'une seule fois sur décision du président de l'organisme régional concerné.

Article 313 - Refus d'affiliation

Tout refus d'affiliation est prononcé par le bureau fédéral. Ce refus est motivé et doit préciser les voies et délais de recours contre cette décision.

Article 314 - Non paiement de cotisations

La radiation peut être prononcée par le bureau fédéral de la FFKDA pour non paiement des cotisations dues par l'association à la fédération à l'organisme régional ou départemental. Cette radiation ne peut être prononcée qu'après une lettre de mise en demeure avec accusé de réception restée sans réponse durant 15 jours. Le bureau fédéral peut lever cette mesure après que l'association se soit mise en règle.

Article 315 - Manifestations sportives

Un club affilié, un organisme départemental, régional ou national de la fédération ne peuvent participer à une manifestation sportive organisée avec un organisme étranger sans l'autorisation écrite de la Fédération.

Aucune manifestation sportive ne peut être organisée sans avoir reçu au préalable l'autorisation de la Fédération dans les cas prévus par les articles L.331-4 à L.331-7 du code du sport.

TITRE IV LICENCE FEDERALE

Chapitre I La délivrance de la licence

Article 411 - notion de licence

La licence est délivrée par la fédération, elle est obligatoire pour pratiquer et enseigner le karaté, un art martial vietnamien ou une discipline associée au sein d'une association affiliée à la FFKDA. Elle marque l'adhésion volontaire de son titulaire à l'objet social et aux statuts et règlements de celle-ci. L'association affiliée est donc tenue d'informer les personnes désirant être membre de l'association que leur adhésion entraînera prise d'une licence FFKDA.

La licence confère à son titulaire le droit de participer au fonctionnement et aux activités de la fédération.

La licence est annuelle et délivrée pour la durée de la saison sportive, c'est-à-dire du 1^{er} septembre au 31 août.

Article 412 - Considérations administratives

La Fédération adresse à toutes les associations affiliées, avant l'ouverture de la saison sportive, les formulaires de demande de licences. Les demandes de licence doivent être remplies et signées par chaque pratiquant, ou par son représentant légal, dès leur inscription au club.

A chaque demande de licence doit être joint le certificat médical de non contre-indication à la pratique des activités physiques et sportives. L'association affiliée devra, après vérification, adresser dans les plus brefs délais les demandes de licences à la fédération. Ces demandes devront être accompagnées d'un règlement unique d'un montant correspondant au montant total des licences demandées. L'association affiliée conservera le certificat médical du pratiquant. La fédération, après traitement et enregistrement, retournera les licences aux clubs.

La licence n'est valable qu'après son enregistrement informatique par la fédération.

Les demandes de passeports sportifs mentionnés à l'article 1 des statuts de la fédération sont effectuées auprès des organismes régionaux de la fédération. Toutefois, pour l'Île-de-France et les DOM TOM, les demandes de passeports

sportifs doivent être effectuées auprès des organismes départementaux de la fédération. Les passeports sportifs sont délivrés uniquement à des personnes titulaires de la licence FFKDA pour la saison sportive en cours.

La Fédération a, à tout moment, la possibilité de faire contrôler dans les clubs que tous les pratiquants, dirigeants et enseignants possèdent leur licence. S'il ne peut être justifié que ceux ci possèdent une licence en cours de validité le club sera passible de sanctions disciplinaires pouvant aller jusqu'à la radiation.

Article 413 -refus de délivrance

La délivrance d'une licence ne peut être refusée que par décision motivée du bureau fédéral indiquant les voies et délais de recours contre cette décision.

Article 414 - Mutation

Sauf dérogation accordée, à titre exceptionnel, par le secrétariat général de la FFKDA, aucune mutation ne peut être portée sur la licence en cours de saison sportive. La dérogation peut notamment être accordée aux militaires et aux fonctionnaires civils et militaires mutés à titre définitif. Les licenciés devront faire leur demande de mutation par écrit à la Fédération en joignant à leur demande : licence, passeport et toutes pièces justificatives de leur situation.

Les présidents de ligues concernés doivent être préalablement informés afin de donner leur accord.

Pour les athlètes de haut niveau, il sera également demandé avis au Directeur Technique National.

Chapitre II

Droits du licencié

Article 421 - Participation au fonctionnement de la FFKDA

La licence confère à son titulaire, directement ou par la voix d'un représentant élu démocratiquement, le droit de participer au fonctionnement de la Fédération

Article 422 - Participation aux activités organisées par la FFKDA

La licence est obligatoire pour enseigner et pratiquer le karaté, un art martial vietnamien ou une discipline associée au sein de la FFKDA. Elle permet d'avoir accès aux garanties d'assurance offertes par la FFKDA.

Tout nouveau licencié et tout licencié renouvelant sa licence, soit en début, soit en cours de saison, ne peut le faire que par l'intermédiaire d'un club. Il s'entraîne au dojo de cette association et ne peut défendre, le cas échéant, que les couleurs de celle-ci dans les compétitions officielles ou amicales pendant toute cette saison sportive. Il peut cependant s'entraîner dans une autre association.

Une équipe de compétiteurs constituée en violation des règles ci avant peut se voir interdire de participer à la compétition.

Les enseignants peuvent exercer dans plusieurs clubs mais ils ne peuvent être licenciés que dans un seul.

Article 423 - Participation aux compétitions organisées par la FFKDA

Les compétitions organisées par la Fédération sont ouvertes à tous les licenciés quelle que soit leur nationalité. Toutefois, dans le respect du principe de libre accès aux activités physiques et sportives, les règlements particuliers de certaines compétitions peuvent limiter la participation de compétiteurs de nationalité étrangère.

Sous réserve de la signature par le président de la FFKDA d'une convention spécifique, certaines manifestations peuvent être ouvertes à des personnes non licenciées à la FFKDA.

Chapitre III

Devoirs du licencié

Article 431 - Obligations générales

Sauf dérogation exceptionnelle accordée par la FFKDA, il est interdit d'être membre licencié de plus d'une association affiliée à la fédération.

Les membres élus d'un club doivent être obligatoirement licenciés à la FFKDA dans l'association où ils exercent leurs fonctions. Nul ne peut être dirigeant de plus d'une association affiliée à la FFKDA.

Article 432 - Protection des grades et dan équivalents

Sous réserve des dispositions des articles L. 212-5 et L.212-6 du code du sport, les grades jusqu'à la ceinture marron (1er Kyu) incluse sont délivrés sous sa responsabilité par l'enseignant déclaré du club.

Les dan et grades équivalents sont délivrés, conformément aux articles L.212-5 et L.212-6 du code du sport, et au règlement de la commission spécialisée des dans et grades équivalents (CSDGE) de la FFKDA approuvé par le ministère chargé des sports.

Un licencié ne peut, sous peine de sanctions pouvant aller jusqu'à la radiation :

- participer à un examen ou à une compétition de passage de Dan ou grades équivalents de karaté, d'arts martiaux vietnamiens ou de disciplines associées qui ne serait pas organisé par la CSDGE de la FFKDA ;
- solliciter ou accepter un Dan ou grade équivalent de karaté, d'arts martiaux vietnamiens ou disciplines associées d'un organisme autre que la CSDGE de la FFKDA ;
- se prévaloir d'un dan ou grade de karaté, d'arts martiaux vietnamiens ou de disciplines associées qui n'aurait pas été délivré ou reconnu par la CSDGE de la FFKDA.

Article 433 - Actes répréhensibles

Constitue une infraction de nature à justifier la mise en mouvement du pouvoir disciplinaire toute action ou toute abstention contraire aux obligations légales, réglementaires et statutaires, ou découlant des principes généraux du droit qui s'imposent à une personne eu égard à sa qualité de licenciée.

Il est notamment interdit à tout licencié :

- de lancer des défis, de faire des exhibitions ou des compétitions contre des

- pratiquants d'autres sports de combat ;
- de faire des paris dans toutes les réunions, compétitions et épreuves organisées, autorisées ou contrôlées par la fédération ;
 - de prendre part à une épreuve non autorisée par la Fédération ou ses organismes ;
 - de refuser d'exécuter une décision fédérale ;
 - de tenter seul ou avec d'autres licenciés ou associations de porter atteinte au prestige ou à l'autorité de la Fédération
 - de commettre une faute contre l'honneur, la probité, la bienséance.

Article 434 - Protection des appellations des compétitions

Aucun membre de la fédération ne pourra sans le consentement écrit du Comité directeur de la Fédération qui devra approuver le règlement de la compétition utiliser l'appellation :

- challenge mondial, international, national, régional ou départemental,
- coupe mondiale, internationale, nationale, régionale ou départementale.

Annexe I Découpage territorial

INTER REGION 1	ILE DE FRANCE	ESSONNE	91
		HAUTS DE SEINE	92
		PARIS	75
		SEINE ET MARNE	77
		SEINE ST DENIS	93
		VAL D'OISE	95
		VAL DE MARNE	94
		YVELINES	78

INTER REGION 2	FLANDRE ARTOIS 1	NORD	59
		PAS DE CALAIS	62
	NORMANDIE 2	CALVADOS	14
		EURE	27
		MANCHE	50
		ORNE	61
		SEINE MARITIME	76
	PICARDIE 24	AISNE	02
		OISE	60
		SOMME	80

INTER REGION 3	CHAMPAGNE ARDENNES 4	ARDENNES	08
		AUBE	10
		MARNE	51
		MARNE (HAUTE)	52
	ALSACE 5	RHIN (BAS)	67
		RHIN (HAUT)	68
	FRANCHE COMTE 9	BELFORT (TERRITOIRE)	90
		DOUBS	25
		JURA	39
		SAONE (HAUTE)	70
	LORRAINE 25	MEURTHE ET MOSELLE	54
		MEUSE	55
		MOSELLE	57
		VOSGES	88

INTER REGION 4	BRETAGNE 6	COTES D'ARMOR	22
		FINITERE	29
		ILLE ET VILAINE	35
		MORBIHAN	56
	T.B.O. 7	CHER	18
		EURE ET LOIR	28
		INDRE	36
		INDRE ET LOIRE	37
		LOIR ET CHER	41
		LOIRET	45
	PAYS DE	LOIRE	44

INTER REGION 5	LANGUEDOC ROUSSILLON 16	AUDE	11
		GARD	30
		HERAULT	34
		LOZERE	48
		PYRENEES OREINTALES	66
	PROVENCE 17	ALPES (HAUTES)	05
		ALPES DE HAUTE PROVENCE	04
		BOUCHES DU RHONE	13
		VAUCLUSE	84
	COTE D'AZUR 29	ALPES MARITIMES	06
VAR		83	
CORSE 30	CORSE	2AB	

INTER REGION 6	BOURGOGNE 8	COTE D'OR	21
		NIEVRE	58
		SAONE ET LOIRE	71
	AUVERGNE 11	YONNE	89
		ALLIER	03
		CANTAL	15
		LOIRE (HAUTE)	43
	LYONNAIS 12	PUY DE DOME	63
		AIN	01
		LOIRE	42
	DAUPHINE SAVOIE 13	RHONE	69
		ARDECHE	07
		DROME	26
		ISERE	38
	SAVOIE (HAUTE)	SAVOIE	73
SAVOIE (HAUTE)		74	

INTER REGION 7	POITOU CHARENTES 10	CHARENTES	16
		CHARENTES MARITIMES	17
		DEUX SEVRES	79
		VIENNE	86
	AQUITAINE 14	DORDOGNE	24
		GIRONDE	33
		LANDES	40
		LOT ET GARONNE	47
		PYRENEES ATLANTIQUES	64
	MIDI PYRENEES 15	ARIEGE	09
		AVEYRON	12
		GARONNE (HAUTE)	31
		GERS	32
		LOT	46
		PYRENEES	65

	LOIRE 18	ATLANTIQUE	
		MAINE ET LOIRE	49
		MAYENNE	53
		SARTHE	72
		VENDEE	85

DOM TOM	GUADELOUPE	20
	GUYANE	27
	MARTINIQUE	26
	NOUVELLE CALEDONIE	21
	POLYNESIE FRANCAISE	22
	REUNION	23
	ST PIERRE ET MIQUELON	28
WALLIS ET FUTUNA	31	

		(HAUTES)	
		TARN	81
		TARN ET GARONNE	82
LIMOUSIN 19		CORREZE	19
		CREUSE	23
		Vienne (HAUTE)	87